

pêcher et que les travailleurs des usines de Canso, Gaultois, Trepassey et ailleurs sont menacés de perdre leur gagne-pain?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le député comprendra que des dizaines de milliers de tonnes d'espèces excédentaires, y compris le sébaste, n'ont pas été pêchées par les Canadiens ces dernières années. Vu les temps difficiles que traversent les localités de l'Atlantique à cause de l'insuffisance des stocks de morue, qui sont la première ressource, il faut profiter de ces espèces excédentaires, les mettre en commun, les offrir aux entreprises qui pourront les pêcher, les transformer et les mettre en marché pour créer plus d'emplois dans la région de l'Atlantique.

J'ai présenté cette possibilité à ceux qui exploitent le sébaste en leur garantissant 20 p. 100 de plus que les quantités de sébaste qu'ils utilisent depuis quatre ans et je leur ai offert de bonifier l'offre sur la foi de propositions viables qu'ils soumettront au ministère des Pêches et des Océans. D'autres parties peuvent aussi proposer de transformer cette ressource inutilisée au profit des localités de l'Atlantique.

M. Francis G. LeBlanc (Cap Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, le ministre des Pêches a répété maintes fois à la Chambre que les Canadiens sont libres de pêcher ces espèces dites sous-utilisées et qu'on les encourage à le faire. Or, lorsqu'ils s'exécutent et investissent temps et argent pour les exploiter, pourquoi le ministre déclare-t-il ces espèces sous-utilisées et en fait-il cadeau aux pays étrangers, alors qu'on laisse des usines de transformation du Canada atlantique fermer leurs portes?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, toutes les entreprises canadiennes et tous les pêcheurs canadiens qui désirent prendre les stocks excédentaires de poisson ont la priorité.

Les décisions relatives à ces contingents de stocks excédentaires ou non excédentaires sont prises après des consultations sérieuses auprès de toutes les parties intéressées dans le secteur de la pêche au poisson de fond de l'Atlantique. Je répète ce que j'ai dit il y a quelques instants: des dizaines de milliers de tonnes de sébaste n'ont pas été pêchées, et je compte les mettre à la disposition des grandes sociétés et d'autres personnes qui soumettront des propositions valables pour les débarquer

dans des usines canadiennes, ce qui aurait des retombées économiques intéressantes pour les localités de l'Atlantique.

Questions orales

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, à l'extérieur de la Chambre, le ministre a dit que sa proposition de TPS gagnait de plus en plus d'appuis.

Le ministre faisait-il allusion au fait que le gouvernement libéral de l'Ontario s'est rangé avec enthousiasme du côté du gouvernement fédéral en acceptant de percevoir la TPS? Peut-il confirmer qu'un deuxième gouvernement provincial, à savoir celui du Nouveau-Brunswick, s'apprête à prendre parti pour cette coalition libérale-conservatrice relative à la TPS? Peut-il confirmer cela?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme le député le sait, la TPS gagne de plus en plus d'appuis dans tous les partis. S'il y avait au Canada un gouvernement provincial néo-démocrate, je suis sûr qu'il participerait aussi aux discussions, fort utiles à mon avis, que nous avons entamées à la Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances au début de décembre. Au cours de ces discussions, nous avons examiné diverses modalités de collaboration entre les deux ordres de gouvernement en vue d'alléger le fardeau administratif et de simplifier l'application de la taxe, notamment pour les petites entreprises.

Je n'ai pas laissé entendre que les gouvernements provinciaux appuyaient notre proposition. Je tiens toutefois à dire que je trouve très encourageant le fait que les gouvernements provinciaux veuillent trouver des moyens de simplifier l'application de la taxe.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le ministre des Finances pourrait peut-être expliquer autre chose. Nous avons appris hier que trois sondages effectués l'an dernier concernant la TPS avaient coûté 290 000 \$ aux contribuables. N'est-ce pas du gaspillage? Pourquoi consacrer tant d'argent à des sondages? N'accepterait-il pas de nous dire aussi combien d'argent encore le gouvernement va dépenser pour des sondages sur la TPS? Les résultats de ces sondages seront-ils rendus publics sans qu'on ait à recourir à la Loi sur l'accès à l'information?